



AJJAS

association jurassienne pour l'action sociale

*NON-RECOURS : DÉFINITIONS,
ANALYSES ET PISTES D'ACTION.*

FONDATION RURALE INTERJURASSIENNE / 12.09.2023

INTRODUCTION

- peu d'études sur le sujet.
- ampleur difficile à apprécier, mais très significative à l'échelle d'une population.
- phénomène commun aux pays européens (systèmes protection sociale différents).
- en CH, les outils de mesure du phénomène sont peu développés (volonté politique).
- la thématique s'invite ponctuellement dans le débat politique.
- 4 cantons ont créé des dispositifs de lutte (GE, VD, NE, FR).
- Jura : rapport social (2021 –chiffres 2017) et crise sanitaire.
- depuis : crise Covid-19, augmentation des prix, pressions sur les coûts de l'aide sociale (sens large).

DÉFINITIONS

«situation dans laquelle une personne ne perçoit pas tout ou partie d'une prestation sociale à laquelle elle a droit, quelles qu'en soient les raisons. Dans ce cas, le taux de non-recours (NR) correspond au différentiel entre le total de la population éligible qui pourrait recevoir une prestation (N_e) et le nombre d'individus qui la perçoit effectivement (N_{eR})».

DÉFINITIONS

Elargissement de l'analyse sous la perspective des droits et des services étudiés, mais également des populations concernées.

Définition de différentes typologie de non-recours :

- Non - connaissance.
- Non - réception.
- Non - demande
- Non - proposition

MOTIFS DE NON-RECOURS

	Type de non-recours			
	Non-connaissance	Non-réception	Non-demande	Non-proposition
Motifs de non-recours	Manque d'information	Difficultés administratives	Stigmatisation	Manque de connaissance de l'agent
	Manque de compréhension	Mauvaises expériences	Refus d'être aidé	Désintérêt politique
	Obstacles physiques et technologiques		Perte de droits	Manque de coordination des prestataires

AMPLEUR DU NON-RECOURS

- fréquemment en dessus des 30%
- Grande-Bretagne 10%.
- Belgique 62%
- France 50% pour le minimum vieillesse / 34% pour le RSA / 30% l'assurance chômage.

CH

- Berne 26,5%
- disparité villes 12% – campagnes 50%.

DANS LE CANTON DU JURA

- Rapport social de 2021 (chiffres 2017).
- Données à pondérer par les effets du Covid et l'augmentation des prix (énergie, alimentation, loyers, etc...).
- Taux de pauvreté absolue : **14,8%** (jusqu'à 23,8% pour les 65 ans et plus).
- Pas de dispositif cantonal : PC familles, allocation ménage, aide d'urgence pour enfants hospitalisé, allocation de naissance pour personnes aux chômage, etc...
- 3,7% de la population perçoit des prestations d'aide sociale en 2021 (CH 3,2%).
- Pas de dispositif contre le non-recours, pas de stratégie générale suite au rapport social.
- Expérience CLAP pendant la crise sanitaire.

DES CHIFFRES ET APRES ?

- Usage fait des chiffres et perception par les pouvoirs publics.
- Argument pour la mise en place de politiques publiques.
- Résistance des administrations face à cet «impensée» des conceptions des politiques sociales.
- Logiques «austéritaires» limitent les possibilités pour les appareils d'Etat de se saisir de la problématique.
- S'appuyer sur des acteurs indépendants de la société civile ?
- Action communautaire à développer.

NON-RECOURS AILLEURS

- Bureaux d'information sociale (BIS) à Genève.
- Fribourg pour tous.
- Guichets sociaux régionaux et «ensemble-ne» à Neuchâtel.
- Panet13 Cybercafé à Bâle.
- Points-info à Genève et dans l'ouest lausannois.

AVANTAGES...

- Accessibilité et neutralité.
- Généraliste et personnalisé.
- Soutien professionnel.
- Partage

...ET LIMITES

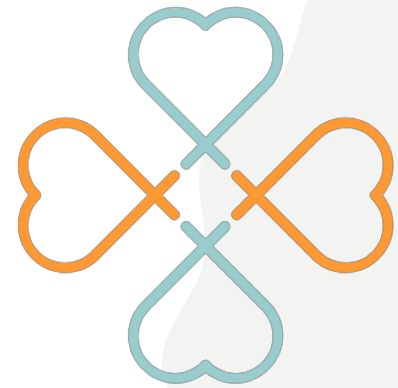
- Pas de garantie de continuité.
- Étranger.ères et sans-papiers.
- Pas de pouvoir d'agir.
- On ne vas pas «vers» les personnes concernées.
- Fracture numérique.

QUE FAIRE ?

- Mesurer et monitorer dans la durée les processus d'exclusion.
- Automatiser un maximum de prestations sociales.
- Campagnes de sensibilisation.
- Guichet unique.
- Travail social de proximité (communes, quartiers), modèle de l'action communautaire.

ECHANGES





AJJAS

association jurassienne pour l'action sociale

MERCI DE VOTRE ATTENTION !